

Communiqué de presse

Le 19 octobre 2017

L'appétit grandissant des investisseurs pour les « investissements verts » incite les entreprises à plus de transparence sur leur « stratégie durable »

- *Plus de 2/3 (68 %) des investisseurs planifient d'augmenter leur investissement durable*
- *56 % des investisseurs estiment que le niveau de transparence des entreprises sur les risques liés au changement climatique est toujours « très insuffisant »*
- *Seulement 53 % des entreprises ont mis en place une stratégie pour réduire leur impact sur l'environnement*
- *La France est le 3ème émetteur de Green Bonds dans le monde*

L'Accord de Paris adopté lors de la COP 21 de novembre 2015 prévoit de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, « étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les effets des changements climatiques »¹. **Pour ce faire, le besoin de financement de nouvelles infrastructures s'élève à 100 000 milliards de dollars pour les 15 prochaines années.**

La nouvelle recherche sur la finance durable publiée par HSBC² a été réalisée auprès de plus de 1000 entreprises et investisseurs en Europe, en Amérique, en Asie et au Moyen Orient. Elle fait état des engagements et des actions des entreprises en matière de stratégie environnementale et de la réalité de la pression exercée par les investisseurs institutionnels.

- **Les entreprises européennes, championnes du monde du financement durable**

Aujourd'hui, **une entreprise interrogée sur deux (53%) a déjà mis en place une stratégie pour réduire son impact environnemental**, et cet engagement a augmenté dans toutes les régions du monde cette année. Au niveau mondial, l'Europe est en tête (84,4 %), suivie par le continent américain (54,3 %), l'Asie (42,5 %) et le Moyen-Orient (27,6 %).

Pourtant, **seulement 43 % de ces entreprises communiquent activement sur cette stratégie**. L'Europe est à nouveau en tête avec 2/3 des entreprises (64%) qui livrent des informations sur leur stratégie environnementale. Les entreprises asiatiques se distinguent par une communication plus active cette année: en 2017, 28% d'entre elles divulguent leur stratégie en matière de protection de l'environnement, contre 19% en 2016.

D'autre part, **59 % des entreprises interrogées ont élaboré un plan d'investissement pour réduire leur utilisation de ressources naturelles** grâce à de nouveaux équipements ou à des infrastructures bas carbone par exemple: c'est le cas d'une large majorité des entreprises européennes (82,8%) et américaines (68,2%) ; au Moyen-Orient seulement 31,7% des entreprises ont amorcé cette démarche.

¹ Accord de Paris, Article 2, 1(a)

² Etude réalisée par HSBC en juillet 2017

- **Accroître les investissements dans le climat : le projet de la grande majorité des investisseurs institutionnels européens et américains**

L'étude révèle également que les **investisseurs institutionnels demandent aux entreprises d'informer davantage sur les risques liés au réchauffement climatique**. Les entreprises répondent à ces demandes, mais pas assez vite pour plus d'un **investisseur sur deux (56 %) qui décrivent le niveau de transparence actuel comme « très insuffisant »**. C'est encore une fois en Europe que les attentes sont le plus importantes (pour 76% des investisseurs), suivie par le continent américain (66 %), l'Asie (50 %) et enfin le Moyen-Orient (30 %).

Pourtant, l'attrait des investisseurs pour l'investissement durable ne cesse de croître: **plus de 2/3 des investisseurs (68%) dans le monde ont l'intention d'augmenter leurs investissements verts** pour accélérer la transition énergétique. C'est notamment le cas en Europe où la quasi-totalité (97%) des investisseurs interrogés déclare vouloir augmenter ses poches dédiées à l'investissement durable, mais aussi sur le continent Américain (85 %) et en Asie (68,3 %). Les investisseurs du Moyen-Orient sont eux moins de 20% à vouloir favoriser l'investissement durable cette année.

- **Comment les entreprises sont-elles incitées à être plus transparentes sur le financement durable ?**

En premier lieu, **les entreprises sont encouragées par la valorisation de leur projet sur les marchés financiers (70%)**. La pression des investisseurs (68 %) et les avantages fiscaux (58 %) sont aussi des puissants moteurs pour augmenter leur niveau de transparence. En outre, les entreprises pensent que le fait de réduire leur impact environnemental et communiquer en toute transparence leur procurera un avantage concurrentiel.

Enfin, plus d'1/3 (36%) des entreprises disposant déjà d'une stratégie environnementale réfléchissent également à l'impact environnemental de leur chaîne d'approvisionnement, initiant ainsi un cercle vertueux.

- **Le marché des Green Bonds : la France 3^{ème} pays émetteur de Green Bonds**

On recense aujourd'hui 221 milliards USD de Green Bonds labellisés, et 25% des obligations dans le monde sont directement en faveur du climat (dont plus de 60 milliards USD provenant de nouveaux émetteurs)³. La France est le 3^{ème} pays émetteur de Green Bonds dans le monde, derrière les Etats Unis et la Chine et devant l'Allemagne.

Mesurer l'impact sociétal devient donc une priorité pour les investisseurs : environ **les trois quart des investisseurs européens (74%) affirment intégrer des critères de performance environnementale, sociale et de gouvernance (ESG)** dans leurs décisions. Ils ne sont qu' 1/4 en Asie et au Moyen Orient, mais cette proportion devrait augmenter rapidement puisque les gestionnaires d'actifs, qui ont des mandats mondiaux, adoptent de plus en plus une approche ESG.

³ Rapport HSBC CBI réalisé en septembre 2017 sur l'état du marché des Green Bonds

Néanmoins, ils sont encore nombreux (79%) à penser qu'il existe des barrières qui les empêchent d'augmenter leurs investissements dans des Green Bonds : le manque d'opportunités crédibles mais aussi le manque de recherches et d'analyses sur le sujet, ou encore l'absence de standards plus identifiables.

En conclusion, pour **Daniel Klier, Directeur de la stratégie du Groupe HSBC et Responsable de la Finance Durable** : « *La transition mondiale vers une économie verte est en marche, et pourtant les entreprises et les investisseurs avancent clairement à deux vitesses différentes. Si nous devons diriger le capital mondial vers des opportunités d'investissement bas carbone alors nous devons lever les barrières qui empêchent actuellement ces flux. Ceci exigera une plus grande disponibilité, plus de fiabilité et une meilleure comparaison des données concernant le climat. Cette exigence ne fera que s'amplifier à mesure que le marché aura une meilleure compréhension de la façon d'utiliser ces indicateurs efficacement.* »

Note aux éditeurs :

HSBC en France

HSBC France est membre du Groupe HSBC depuis 2000, son siège est situé à Paris. Avec près de 320 points de vente sur le territoire national et près de 9 000 salariés, HSBC en France développe des activités de Banque de particuliers et de gestion de patrimoine, de Banque d'entreprises, de Banque de financement d'investissements et de marchés ainsi que de Banque privée.

Le Groupe HSBC

HSBC Holdings plc, maison-mère du Groupe HSBC a son siège situé à Londres. Le Groupe sert des clients dans le monde entier au travers de plus de 3 900 implantations réparties dans 67 pays et territoires en Europe, Asie, Amérique du Nord et latine, au Moyen-Orient et Afrique du Nord. Avec 2 492 milliards USD d'actifs au 30 juin 2017, HSBC est l'un des premiers groupes de services bancaires et financiers au monde.

HSBC France

Siège social :
103, avenue des Champs Elysées
75 008 Paris



Etude HSBC : le comportement des entreprises et des investisseurs à l'égard de la finance durable

par Zoë Knight, Directrice du Centre HSBC pour la Finance Durable

septembre 2017

Les gouvernements, les entreprises, le système financier et la société civile sont tous des acteurs clés face aux enjeux liés au climat. De plus, leurs décisions en matière d'allocation de capital leur permettent d'activer des solutions clés. Les décisions financières prises à l'heure actuelle par les entreprises et les investisseurs façonneront le rythme de la transition vers une économie « bas carbone » et une croissance durable.

Afin de disposer d'une analyse indépendante à ce sujet, HSBC a commandé au bureau d'études East & Partners une enquête mondiale auprès des entreprises et des investisseurs institutionnels sur leur approche en matière de stratégie ou d'investissement durable.

Les conclusions statistiques du présent rapport correspondent aux résultats de cette étude.

HSBC a les moyens d'assurer l'interconnectivité financière nécessaire pour relever les défis mondiaux posés par les enjeux liés au climat.

Méthodologie :

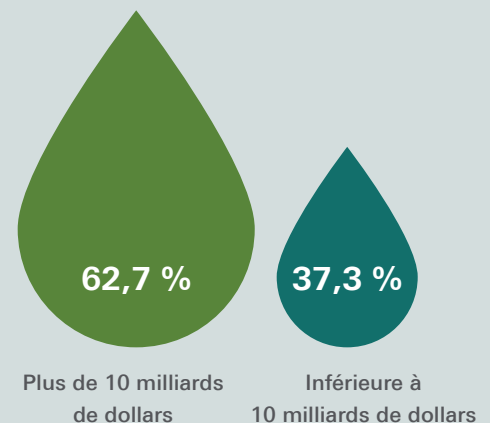
Sur une période de quatre semaines, qui s'est terminée le 11 juillet 2017, East & Partners a mené une étude auprès des Trésoriers Groupe et des Directeurs financiers de 507 entreprises du monde entier. Les entretiens se composaient de 15 questions, portant sur les thèmes de l'impact environnemental, des stratégies « durables » et de la transparence.

East & Partners a également rencontré les Directeurs des Investissements, les Responsables de la Gestion de portefeuilles et les Responsables de la Stratégie d'investissement de 497 sociétés d'investissement du monde entier. Ceux-ci ont répondu à 32 questions portant sur l'intégration des principes ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans les politiques d'investissement, sur les projets pour intensifier les investissements dans l'économie « bas carbone », sur la détention d'obligations vertes et sur la transparence.

Le panel de personnes interrogées se répartissait entre l'Europe, les Amériques, l'Asie et le Moyen-Orient.

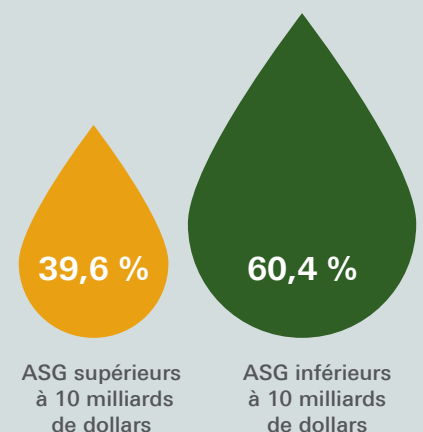
Entreprises

Taille moyenne des sociétés -
19,7 milliards de dollars



Institutions – Actifs sous gestion

ASG moyens - 14,4 milliards de dollars



Le point de vue des entreprises - les tendances en matière de stratégie et de communication ESG

Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, les entreprises se sont concentrées jusqu'à présent sur la réduction de leurs émissions de CO₂, en améliorant leur efficacité énergétique propre et en déployant des processus opérationnels plus durables, tant en interne qu'au niveau de leur chaîne d'approvisionnement. Rien d'illogique à cela, car toutes les entreprises vont être affectées, d'une façon ou d'une

autre, par le réchauffement climatique, soit directement sous l'effet de la réglementation, soit indirectement via les prix de l'énergie et les risques associés à leurs chaînes d'approvisionnement.

Toutefois, un facteur supplémentaire entre en jeu. Les investisseurs affichent désormais clairement une forte appétence pour les investissements liés au climat et à l'impact sociétal. C'est pourquoi

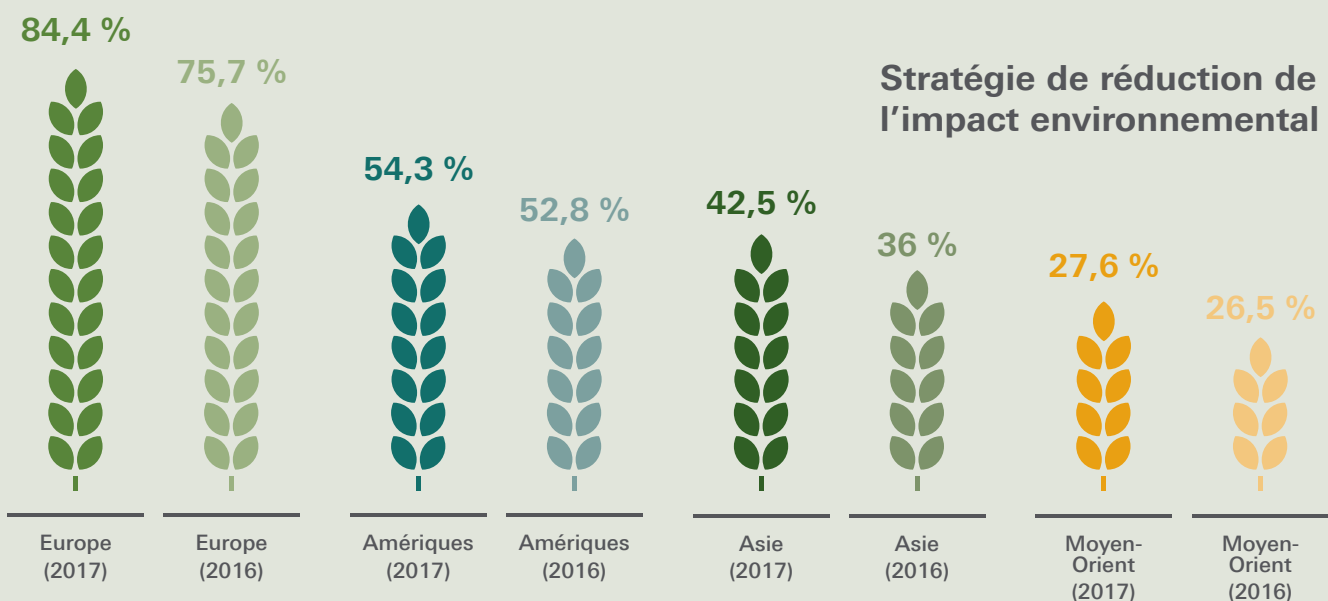
les entreprises vont être de plus en plus contraintes à améliorer leurs pratiques en matière de reporting et de transparence sur ces sujets. Nous anticipons la mise en place d'un processus itératif entre les entreprises et les investisseurs car la réflexion évolue sur les « bonnes données » à communiquer pour permettre d'évaluer les risques et les opportunités liés au réchauffement climatique.

53 % des entreprises ont adopté une stratégie visant à réduire leur impact environnemental

Dans ce domaine, les disparités géographiques sont importantes et les entreprises européennes font figure de précurseurs : 84 % des entreprises européennes interrogées ont souligné qu'elles avaient mis en place une stratégie pour réduire leur impact environnemental, contre 28 % des entreprises du Moyen-Orient.

C'est en Asie que ce taux a progressé le plus vite : + 18,1 % en un an, pour atteindre 42,5 %.

Parmi les entreprises qui ont mis en place une stratégie de réduction de leur impact environnemental, seules 43 % communiquent sur cette stratégie. Nous pensons que cela devrait encore évoluer sous la pression des investisseurs et des régulateurs, comme le Groupe de travail sur l'information relative aux risques climatiques (Task Force on Climate-related Financial Disclosures, TCFD) du Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board, FSB).

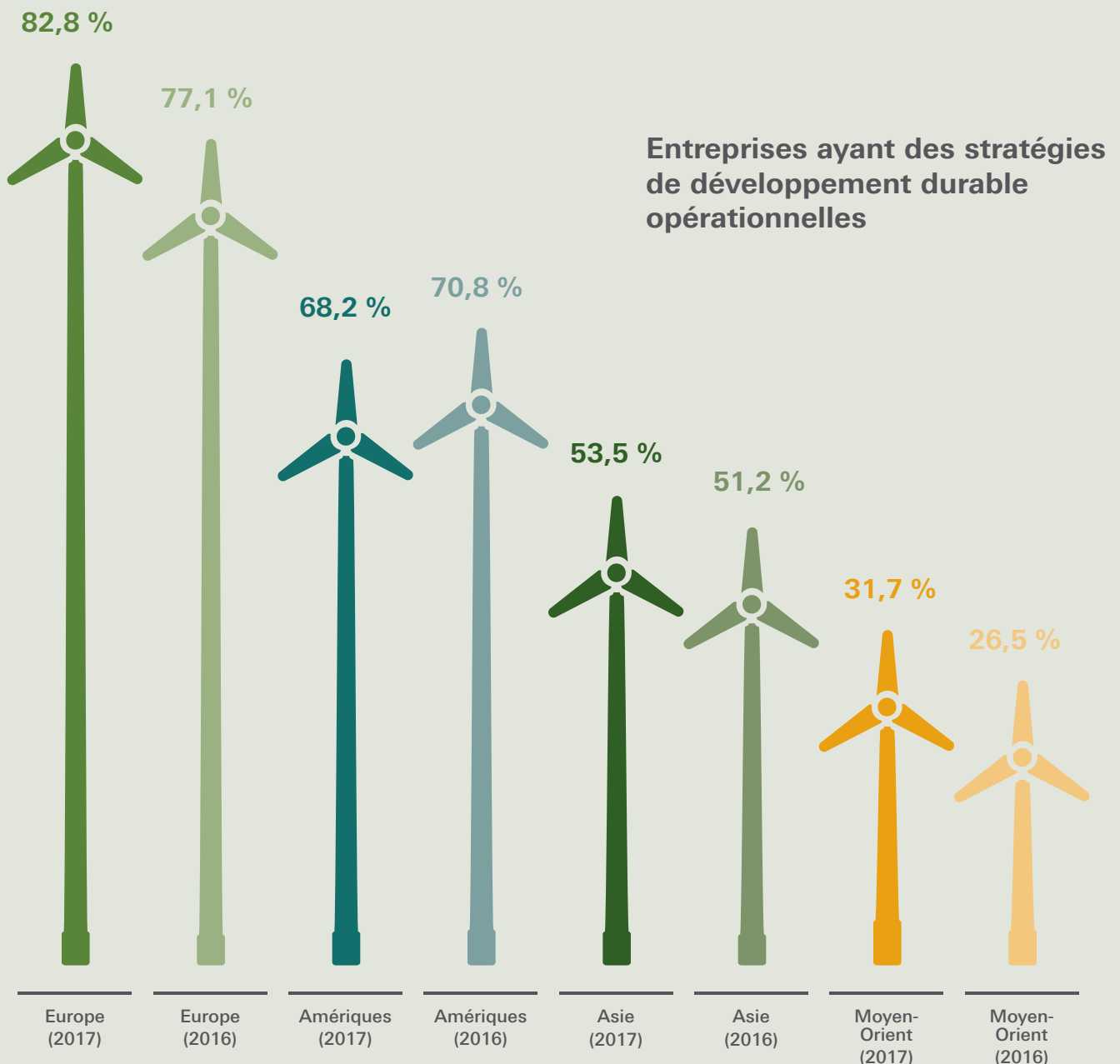


Réponses Oui à la question : Avez-vous mis en place une stratégie visant à réduire l'impact environnemental de votre entreprise ?

59 % des entreprises projettent d'investir pour que leurs activités soient plus durables sur le plan opérationnel

Les entreprises réfléchissent de plus en plus à orienter leur stratégie en intégrant son impact environnemental. Elles intègrent de plus en plus dans leur stratégie la dimension durable, l'Europe arrivant en tête. C'est logique, car davantage d'entreprises ont évalué les implications d'une stratégie de réduction de leur impact environnemental et ont réfléchi à sa mise en œuvre. Dans de

nombreux cas, cela implique d'investir dans de nouvelles usines et de nouveaux équipements ou dans d'autres solutions pour réduire les consommations de ressources naturelles et minimiser leur empreinte écologique. Environ 36 % des entreprises disposant d'une stratégie environnementale réfléchissent également à l'impact environnemental de leur chaîne d'approvisionnement.



% du total des entreprises du marché ayant répondu Oui à la question : Avez-vous mis en place une stratégie de développement durable ?

Ex. : investir pour réduire votre utilisation de ressources naturelles comme l'énergie et l'eau

On a également demandé aux entreprises quelles mesures incitatives les encourageraient à être plus transparentes sur leurs pratiques durables. Le facteur de loin le plus incitatif est valorisation de leur projet sur les marchés financiers.

Toutefois, la pression des investisseurs arrive juste derrière. De plus, les entreprises reconnaissent que le fait de se montrer transparentes sur leurs impacts climatiques peut représenter un avantage concurrentiel, au même titre que la réduction de ces impacts climatiques eux-mêmes.

L'information sur les risques climatiques est un sujet d'intérêt de plus en plus important pour les entreprises

61 % des entreprises interrogées ont déclaré améliorer leur communication en matière de risques liés au réchauffement climatique mais il est intéressant de noter que seules 8 % des entreprises interrogées à l'échelle mondiale l'ont attribué aux efforts du Groupe de travail sur l'information relative aux risques climatiques. Dans ce domaine, on observe des disparités régionales, mais même en Europe où les recommandations du Groupe de travail ont été davantage suivies, seules 23% des entreprises interrogées ont déclaré avoir voulu mettre en oeuvre ces recommandations.

La pression des investisseurs est un facteur incitatif clé pour améliorer la communication sur les risques liés au réchauffement climatique, comme le démontrent les réponses des investisseurs interrogés dans le cadre de l'étude.

Pour finir, East & Partners a demandé aux entreprises de désigner quels seraient, à leur avis, les acteurs leaders en matière de stratégies ESG. À cette question, 33 % ont répondu « nous-mêmes », les organisations sectorielles et les investisseurs arrivant en deuxième et troisième positions.

Les moteurs de l'investissement vert

68

Pression des investisseurs



70

Valorisation de leur projet sur les marchés financiers



37

Coûts de financement moins élevés

58

Allègements fiscaux/autres incitations



34

Pression des acteurs/autres influences

51

Actions/comportement des acteurs similaires



Étude menée auprès de 500 participants.
(N = 75 - Les sommes supérieures à N correspondent à des réponses multiples).

Question : Si vous avez déjà adopté une stratégie pour lever des fonds à destination de projets/d'investissements verts, qu'est-ce qui vous encouragerait à développer encore davantage vos pratiques d'investissement vert ?

Le point de vue des investisseurs institutionnels – l'évolution des principes ESG en tant que concept d'investissement

Concernant le changement climatique, la tendance est claire : les investissements liés au climat augmentent, 68 % des investisseurs interrogés ayant souligné qu'ils prévoient d'accroître leurs positions dans les entreprises proposant des solutions ou des adaptations aux effets du changement climatique ou dans les activités « bas carbone ». En Europe et aux États-Unis, le tableau dressé par l'étude est encore plus probant : 97 % des investisseurs européens et 85 % des investisseurs américains ont répondu qu'ils allaient augmenter leurs investissements dans cette thématique.

En revanche, pour la majorité écrasante des investisseurs ayant participé à l'enquête, il existe des obstacles à l'augmentation des investissements liés au changement climatique et à l'économie « bas carbone », le plus fréquemment cité étant le manque d'opportunités d'investissement crédibles.

79 % des investisseurs pensent qu'il existe des obstacles à l'augmentation des investissements dans des projets liés au changement climatique

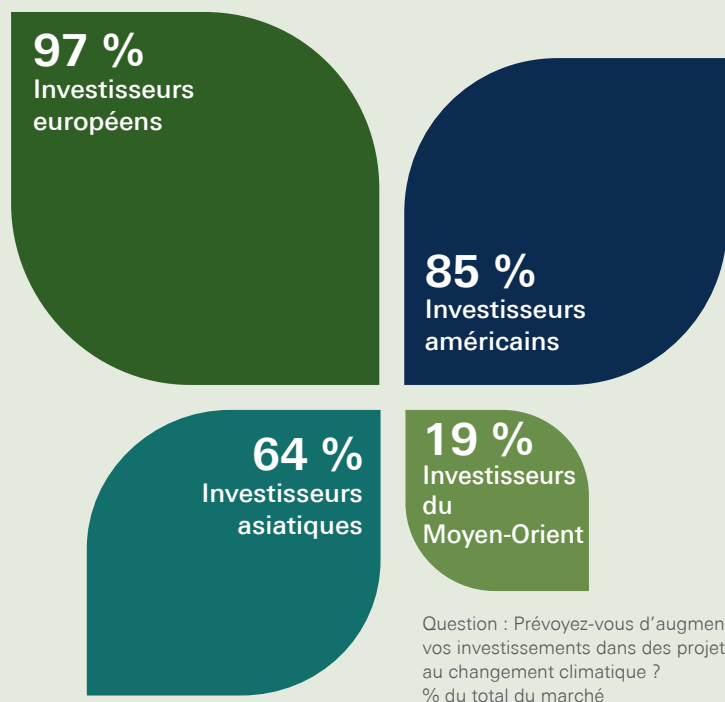
S'y ajoutent l'insuffisance de travaux de recherche et d'analyses consacrés au sujet et le manque de définitions standardisées par secteur d'activité.

Les investisseurs pensent donc que les opportunités d'investissement crédibles liées au changement climatique font défaut et ce sentiment se reflète dans leurs réponses : 66 % ne détiennent pas d'obligations vertes dans leurs portefeuilles. La taille du marché des obligations vertes étant relativement modeste, à 232,2 milliards de dollars¹ d'encours en circulation au mois de juillet 2017, il n'est pas surprenant que de nombreux participants à l'enquête n'en détiennent pas.

Toutefois, tous les répondants s'accordent à penser que les investisseurs institutionnels ont un rôle « assez » ou « très » important à jouer dans la transition vers une économie « bas carbone ». Pour les investisseurs, le manque d'information disponible sur les risques liés au réchauffement climatique reste un problème. Interrogés sur la pertinence du niveau actuel de transparence sur ces risques, 56 % ont déclaré que cette dernière était « très insuffisante ».

¹Source : <https://www.research.hsbc.com/R/10/W7nQz62NtfOK>

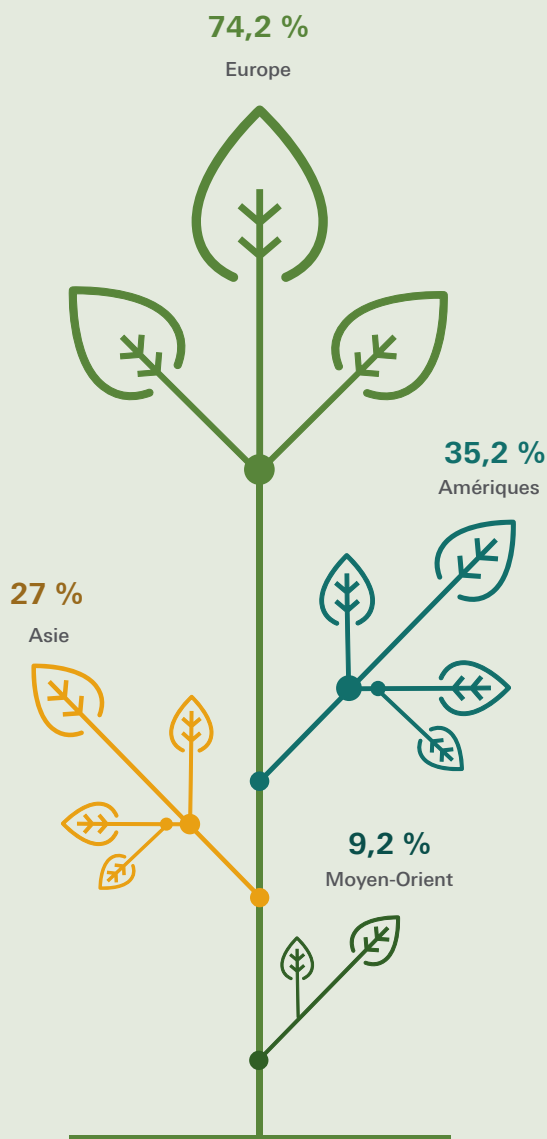
68 % des investisseurs mondiaux prévoient d'augmenter leurs investissements liés au changement climatique.



56 % des investisseurs pensent que l'information sur les risques liés au changement climatique est « très insuffisante ».

L'étude révèle que la dynamique des investissements ayant un impact sociétal est encore plus forte que celle des investissements liés au réchauffement climatique, 73 % des sondés ayant déclaré qu'ils allaient développer leurs investissements dans cette thématique. Cela pourrait être dû au fait que les investisseurs réfléchissent de plus en plus à la signification que revêtent les objectifs de développement durable à leurs yeux et à la façon dont ils peuvent contribuer à les atteindre. L'évaluation de l'impact sociétal de leurs investissements est la réponse naturelle. Cependant, dans ce domaine, il existe bien des défis à relever ; 84 % des investisseurs considèrent ainsi que l'insuffisance d'opportunités d'investissements crédibles, de cadres réglementaires et de travaux de recherche de qualité consacrés au sujet constitue autant d'obstacles.

74 % des investisseurs européens prennent en compte les scores ESG des entreprises dans leur processus de décision.



% des investisseurs appliquant les principes ESG. Question : La performance Environnementale, Sociale et de Gouvernance (ESG) des entreprises fait-elle partie intégrante des critères d'investissement de votre portefeuille ?

« L'impact sociétal est devenu un axe prioritaire ».

Bonne nouvelle pour les entreprises qui commencent à communiquer davantage sur l'impact environnemental de leur stratégie: tous les investisseurs interrogés au cours de notre étude ont estimé que la réduction de l'impact environnemental se voit davantage dans leurs portefeuilles qu'auparavant. Environ 20 % des investisseurs ont déclaré vouloir suivre les recommandations du Groupe de travail sur l'information relative aux risques climatiques du Conseil de stabilité financière.

Parmi les investisseurs interrogés, seuls 37 % ont indiqué intégrer la performance ESG des entreprises dans les critères d'investissement de leurs portefeuilles, mais ce chiffre cache de grandes disparités régionales. En Asie et au Moyen-Orient, par exemple, seul un quart environ des investisseurs intègre l'analyse ESG dans sa politique d'investissement. Cette proportion devrait augmenter à l'avenir, car les fonds de pension adoptent de plus en plus souvent des approches ESG et bon nombre d'entre eux ont des mandats mondiaux.

En 2016, 22 900 milliards USD d'actifs étaient gérés via des stratégies d'investissement responsables, en hausse de 25 % par rapport à 2014.

Enfin, lorsqu'East & Partners a demandé aux investisseurs quels acteurs, à leur avis, auraient le rôle moteur le plus déterminant en matière de stratégies ESG, tout comme les entreprises, ils ont répondu qu'à l'échelle sectorielle tout du moins, ils joueraient eux-mêmes ce rôle de leadership. Plus d'un investisseur sur deux (58%) ont déclaré que les professionnels de la gestion d'actifs seraient leaders en matière d'investissement durable. Les entreprises accélèrent également la cadence, en projetant d'améliorer leur communication sur les risques liés au réchauffement climatique et en intensifiant leurs projets d'investissement dans cette thématique.

Selon nous, les données de l'étude menée par East & Partners fournissent un aperçu complet de la manière dont entreprises et investisseurs perçoivent les enjeux liés au climat et plus généralement aux principes ESG, et dont ils se positionnent face à ces enjeux. À notre avis, cette étude révèle que les investisseurs mènent une réflexion globale pour faire face aux défis posés par le changement climatique et le concept de durabilité. Cependant, ils ne sont pas, pour le moment, en situation de faire les bons arbitrages sur ces thématiques au sein de leurs portefeuilles faute d'informations suffisantes sur ces thèmes.

(Source : Examen de l'investissement durable mondial 2016. http://www.gsi-alliance.org/wp-content/uploads/2017/03/GSIR_Review2016.F.pdf).



Daniel Klier

Responsable Monde
de la Stratégie et
de la Finance durable

Zoë Knight

Directrice du Centre HSBC
pour la Finance Durable

Le changement climatique constitue une menace urgente et irréversible pour les sociétés humaines sous toutes leurs formes. Le secteur financier a un rôle crucial à jouer pour combattre cette menace.

D'importants mouvements de capitaux sont nécessaires pour financer des technologies et des infrastructures plus efficaces et moins émettrices de carbone, pour réduire l'empreinte carbone des entreprises et des secteurs d'activités traditionnels et pour couvrir les coûts de l'adaptation aux effets du changement climatique.

Cela représente un énorme défi, mais également de formidables opportunités pour les investisseurs, les entreprises et les institutions financières de toute la planète. HSBC a été l'une des premières institutions financières à faire de cet objectif une priorité et notre position est unique pour nous établir en tant que leader en matière de finance verte et durable.

HSBC a créé une structure mondiale pour piloter les activités de finance durable de ses quatre métiers et de son vaste réseau international. Nos équipes mondiales sont soutenues par cinq plateformes régionales de finance durable à Londres, Paris, Hong Kong, New York et Toronto.

Nous sommes en cours de création du Centre de finance durable HSBC, qui aura pour mission de contribuer activement à la réflexion et aux innovations de tout le secteur financier sur les meilleures façons de libérer des flux de capitaux pour relever les grands défis mondiaux liés au développement durable.

Zoë Knight a été nommée Directrice du Centre HSBC pour la Finance Durable.

Plus de 100 000 milliards USD d'investissements dans les infrastructures seront nécessaires au cours des 15 prochaines années pour limiter à 2°C le réchauffement climatique.

www.gbm.hsbc.com/solutions/sustainable-financing

Exclusivement destiné aux clients professionnels et aux contreparties éligibles. Non destiné aux clients particuliers.

Émis et autorisé en vue d'une utilisation au Royaume-Uni par HSBC Bank plc, 8 Canada Square, Londres E14 5HQ.

Autorisé par l'Autorité de contrôle prudentiel et réglementé par l'Autorité de bonne conduite financière et l'Autorité de contrôle prudentiel.

Membre du Groupe HSBC

